Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 136 (1991)
Heft: 12

Artikel: L'automne à Moscou
Autor: Stoeckli, Fritz
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-345158

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'automne à Moscou

par le colonel EMG Fritz Stoeckli

L'échec du putsch d'août 1991 sauva la démocratie naissante, mais précipita le déclin du pouvoir central de Mikhaïl Gorbatchev au profit de la Fédération de Russie et de son président Boris Yeltsine. A Moscou, le centre d'influence se déplace progressivement du Kremlin vers la «Maison-Blanche», siège du Parlement de Russie et haut-lieu de la résistance, peu enclin à des compromis avec le système qui avait mis en danger son existence. C'est ainsi qu'au début d'octobre un des proches collaborateurs de Boris Yeltsine annonçait à une délégation européenne de haut niveau que l'URSS n'existait plus en tant que telle et qu'il s'agirait dorénavant de compter avec la Fédération de Russie et d'autres républiques souveraines.

(Photo de l'auteur)

La «Maison blanche» de Moscou, le nouveau centre du pouvoir en Russie.

Cette prise de position a le mérite d'être claire et de signaler l'impossibilité d'un pouvoir partagé. Il s'agit cependant d'un enjeu considérable pour la Fédération de Russie, car le temps presse. A l'heure actuelle, le pays se trouve dans une situation instable, entre l'effondrement du système centralisé soviétique et la mise en place de nouvelles structures, encore théoriques. L'histoire confirmera sans doute que la Russie vit en ce moment la troisième grande révolution depuis les réformes de Pierre le Grand et l'avènement du communisme en 1917. Il est par conséquent important que l'Ouest suive de très près l'évolution de la situation et qu'il soit prêt à reconnaître les signaux importants en provenance de l'Est.

Le putsch

Les événements du mois d'août et l'origine du putsch ont suscité de nombreuses discussions et analyses, tant à l'étranger qu'en Russie. Il est certainement trop tôt pour cerner la réalité, mais nous pensons que la confusion et l'échec de l'entreprise témoignent davantage du dilettantisme et d'illusions des mutins que d'une connivence avec Gorbatchev, suggérée par certains. Les premiers interrogatoires, menés par le procureur de la Fédération de Russie – et non de l'URSS – révèlent une certaine naïveté des putschistes et avant tout l'illusion qu'ils seraient suivis par le pays. Des sondages réalisés après le putsch montrent que près de 20% de la population leur était favorable. Or, suivant sa position dans le système, une telle minorité aurait pu appuyer efficacement le coup d'Etat. (Rappelons que le tout-puissant Parti communiste de l'URSS ne représentait que 5% environ de la population.)

La deuxième erreur des mutins a été de sous-estimer la force des nouvelles institutions de la Fédération de Russie, sur ses gardes après le cri d'alarme d'Edouard Chevardnadze en décembre 1990. Il est clair que dans ces

conditions, la direction de la Russie n'a pas été totalement prise au dépourvu le 19 août. Selon des sources sûres, Boris Yeltsine lui-même aurait été prévenu 20 minutes avant l'arrivée des agents venus l'arrêter sur ordre de Krioutchkov, le chef du KGB soviétique. De même, l'arrivée des parachutistes de Riazan pour assurer la défense de la Maison-Blanche et leur relève par des troupes de la Division Taman de Moscou ne sont pas des ralliements fortuits. Il s'agit certainement de meilleurs préparatifs que ceux des putschistes, trop confiants dans leur force.

Grâce à la séparation des organes de sécurité de la Russie de ceux de l'Union (KGB et MVD), la Fédération de Russie disposait de ses propres moyens de défense, ainsi que de contacts utiles dans les institutions d'origine. C'est ainsi qu'Alexandre Rutskoï, le remplaçant de Boris Yeltsine, a pu s'envoler de Moscou avec un détachement d'officiers du MVD de Russie, pour se rendre en Crimée et y organiser l'arrestation des putschistes, alors que la Maison-Blanche était encerclée par les «spetznaz» (troupes d'assaut spéciales) du KGB soviétique.

Le putsch, qui se voulait d'abord une révolution de palais, a sans doute été inspiré par les craintes du Parti, en perte de vitesse, et par le puissant complexe militaro-industriel. Son chef, Oleg Baklanov, aurait pu jouer un rôle important en cas de succès, selon certains experts russes. L'armée, elle, n'a été entraînée dans l'aventure que par ses chefs les plus conservateurs, et rapidement des dissensions et des refus sont apparus. L'actuel ministre de la défense Chapochnikov, chef des forces aériennes à l'époque, s'est immédiatement opposé à son prédécesseur Yazov et au commandant des forces terrestres, le général Varennikov, tous deux actuellement sous les verrous.

A notre avis, l'erreur principale des putschistes a été de sous-estimer les changements entraînés par la **glasnost** (synonyme de discussion), introduite par Gorbatchev pour soutenir la **perestroïka**. D'autre part, la Fédération de Russie, en lutte ouverte avec le pouvoir central, était devenue plus puissante et mieux organisée que certains ne le pensaient. Gorbatchev n'a certainement pas été de connivence avec les putschistes; par contre, il a été le grand perdant dans cette affaire.

Le complexe militaro-industriel et sa conversion

La stabilisation du pays, riche mais mal géré, entraînera des modifications profondes. Pour assurer la mise en place d'une économie réellement au service du peuple, les dirigeants russes devront réformer l'institution militaire et son vaste complexe industriel. Il s'agit du dernier pilier de l'empire soviétique à restructurer, après la suspension du parti communiste et la dispersion du KGB central.

Le succès de la future économie dépendra avant tout de la conversion du puissant complexe militaro-industriel, très conservateur et jaloux de ses acquis. (Il n'est pas surprenant que son chef, Oleg Baklanov, ait été un des putschistes les plus importants). Cette organisation représente actuellement entre 25 et 30% de la puissance économique de l'ancienne URSS, drainant capitaux et forces vives de la nation. Son importance se reflète également dans les 8 ministères qui le représentent dans le gouvernement de l'URSS. Autour de ce noyau dur, véritable joyau de l'économie et de la technologie de pointe, gravite le secteur civil, en retard d'une à deux générations sur les autres pays européens.

L'avenir de la Russie dépend ainsi, dans une large mesure, des possibilités de restructuration de cette branche de l'économie, tout en préservant son potentiel humain et matériel. Il s'agit d'une tâche délicate, mais à laquelle l'Ouest peut contribuer de manière plus efficace que par des injections désordonnées de capitaux et de technologies. De plus, la conversion de l'industrie militaire aura le double avantage de fournir au pays un outil économique de qualité, tout en réduisant le potentiel militaire, actuellement démesuré. L'importance du complexe militaro-industriel est telle, pour l'avenir du pays, que les dirigeants russes n'hésiteront pas à payer le personnel durant la phase de transition. De cette manière, on évitera la dispersion du capital énorme qu'il représente.

La conférence de Moscou, octobre 1991

Dans l'optique du changement, les problèmes de la conversion de l'industrie militaire – un atout majeur pour la Russie de demain – et de la restructuration de l'armée ont fait l'objet d'une réunion internationale tenue à Moscou du 1er au 4 octobre 1991. Organisée par le *Centre d'Etudes pour la Sécurité Nationale et l'Equilibre Stratégique* du Professeur V.N. Tsygichko, cette réunion fait suite à d'autres rencontres de spécialistes, dont celle tenue en mai dernier à Paris, au *Centre d'Etudes des Relations entre Stratégie et Technologie* de l'Ecole Polytechnique. La conférence a rassemblé des représentants de l'état-major soviétique, de la Fédération de Russie, de l'OTAN, de la France et de la Suède, (Bien que neutre comme la Suisse, ce pays s'intéresse aux développements dans la Baltique et participe activement à ce genre de rencontres.) Les attachés militaires de certains pays accrédités à Moscou, dont la Suisse, ont également pu suivre les travaux de cette conférence.

Nous avons eu le privilège d'assister à titre privé à cette réunion, destinée à établir des contacts hors du contexte diplomatique. Il s'agissait, avant tout, d'échanges de vues informels entre les adversaires potentiels d'hier, les représentants de l'état-major soviétique et de la Fédération de Russie, d'une part, et du général Sir Brian Kenny, commandant en second des forces de l'OTAN, d'autre part. Ce dernier était accompagné de généraux anglais, américains et allemands, ainsi que de leurs collaborateurs directs. Il s'agissait d'une des plus fortes délégations de l'OTAN qui se soit rendue à ce jour dans un pays de l'ancien Pacte de Varsovie. Sa présence à Moscou, six semaines après la tentative de coup d'Etat, reflète l'importance que l'on accorde à Bruxelles aux problèmes de la restructuration du secteur militaire de l'ancien empire soviétique, ainsi qu'à l'ouverture d'un dialogue direct entre spécialistes. Même si une certaine méfiance, prévisible, était encore perceptible, la conférence fut certainement un événement important dans les relations Est-Ouest. Elle conduisit, par exemple, à des plans concrets pour des échanges d'officiers entre l'OTAN et Moscou, ainsi que pour de nouvelles rencontres.

Des officiers généraux de l'OTAN participant à la conférence. De gauche à droite Air Marshall Sir Andrew Wilson, le général John Shaud (USA) et le général Sir Peter Inge, commandant de la British Army of the Rhine.

M. Christopher Donnelly, Directeur du Centre d'Etudes Soviétiques de l'Académie militaire royale de Sandhurst et conseiller du secrétaire général de l'OTAN, un des organisateurs occidentaux de la réunion de Moscou.

Les divers exposés et les rencontres à haut niveau, notamment avec le vice-président de la Fédération de Russie et la Commission de la défense, ont clairement montré que le spectre d'un conflit armé était écarté,

(Photo de l'auteur)

Le général Sir Brian Kenny, commandant en second des forces de l'OTAN, en conversation avec le lieutenant-général Anatoly Bizhan de l'état-major soviétique.

pour autant que l'avenir démocratique du pays soit assuré. Le putsch du mois d'août a rappelé à tous, Russes en premier, les dangers potentiels liés à un changement de régime. Dans ce sens, le Général Rutskoï, remplaçant de Boris Yeltsine, a clairement souligné que la Russie comptait sur la compréhension et le soutien de l'Ouest, de manière à éviter de nouveaux dérapages durant la phase de transition. Cette phase sera délicate et, selon le vice-président, un danger de déstabilisation, voire de retour au totalitarisme, persiste. Comme signalé plus haut, les putschistes ont été approuvés par près de 20% de la population et le nombre de mécontents ne peut qu'augmenter si la situation continue à se détériorer. L'avertissement est donc clair et un minimum de prudence s'impose, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Les options pour l'armée de demain

Durant la conférence, la restructuration de l'armée fut présentée selon deux lignes parallèles, reflétant les vues du pouvoir central de Mikhaïl Gorbatchev et de la Russie de Boris Yeltsine. Les deux approches présentent certaines similitudes et tendent plus ou moins vers un contrôle centralisé de l'appareil militaire.

Pour l'état-major soviétique, l'armée de la future Union comprendrait environ 3 millions d'hommes, sur la base d'un schéma antérieur (le journal *Voyennaya Mysl*, porte-parole de l'EMG, en a présenté une variante à la fin de 1990). Quelques précisions ont également été apportées, dans le sens de la conférence de presse du Général Lobov (*Izvestia* du 27.9.91). Ainsi, il est prévu de maintenir un «espace militaire» unique dans la nouvelle Union, à l'instar de l'espace économique en voie de création. Cela signifie, en clair, la continuation du système centralisé actuel. Dans cette optique, les districts militaires seraient modifiés, chaque république devenant une entité militaire. Nous ignorons si les républiques ont été contactées et si elles ont pris position à ce sujet. D'autre part, la défection de l'Ukraine en octobre remet en question l'existence d'une Union crédible. Le centre garderait également le contrôle des armes nucléaires. De plus, une professionnalisation graduelle devrait permettre l'abaissement ultérieur du service obligatoire de 18 à 12 mois.

Pour le gouvernement de la Russie, par contre, l'approche est plus nuancée. Il s'agit, avant tout, de **comparer les besoins aux possibilités**, les besoins dépendant de la situation internationale à long terme et les moyens étant probablement limités. De plus, la Russie préférerait une armée réduite, formée idéalement de 60 à 70% de professionnels et où la qualité remplacerait la quantité. Durant les années 20, l'Armée Rouge avait été réduite de près de 80%, mais sans compensation au niveau de la qualité – une erreur qui ne se répétera pas. Cette conception est plus souple et par conséquent plus intéressante pour l'Ouest que celle de l'état-major général actuel. Pour le vice-président Rutskoï, la nouvelle armée devrait également participer de manière active à des actions internationales dans le cadre de l'ONU.

Dans la nouvelle configuration de l'Union, à condition qu'elle se réalise, deux variantes sont envisageables pour la défense collective. La première consisterait en une alliance du type OTAN, comme suggéré par des représentants occidentaux et laissant une certaine liberté de manœuvre aux membres de l'alliance. La seconde reprendrait le modèle de l'ancien Pacte de Varsovie, avec une direction militaire centralisée, mais excluant les contraintes politiques et économiques. Cette variante correspond davantage aux vœux du pouvoir central mais, dans le cas de la Fédération de Russie, les options sont encore ouvertes. Certains hauts responsables proposent même la suppression pure et simple de l'état-major dans la nouvelle Union. Dans le cas de son maintien, la Russie et ses alliés pourraient s'appuyer sur l'ancien état-major soviétique, parfaitement organisé mais subordonné cette fois à un ministre civil. Il s'agirait d'un facteur de stabilisation, rassurant pour tout le monde, mais se traduisant inévitablement par une domination russe au sein de l'alliance de républiques souveraines. Cet aspect soulèvera certainement des controverses et pour l'instant le problème reste entier.

Parallèlement à la reconversion de l'industrie militaire, garant d'une économie plus saine, il s'agira de poursuivre les contacts destinés à créer un climat de confiance, pour aborder les négociations sur la réduction des armements conventionnels en Europe. La réunion de Moscou a clairement montré que des contacts directs entre spécialistes devenaient indispensables pour concrétiser les désirs des politiciens. Ce sera le but de différentes rencontres tenues dans le cadre de la CSECE et regroupant des représentants de divers pays. Nous reviendrons dans ces colonnes sur la réunion d'Oberammergau (20-25 octobre 1991), fréquentée pour la première fois par une importante délégation soviétique et destinée à traiter des problèmes de la sécurité collective en Europe.

F. S.

Les comptes SBS - des comptes pour viser juste.

Société de Banque Suisse

Une idée d'avance